

L'industrie canadienne du divertissement exhorte Justin Trudeau et Mélanie Joly à régler les géants des médias

Plus de 270 créateurs demandent à ce que Google, Facebook, Netflix et Amazon jouent selon les règles canadiennes.

Montréal, le 25 septembre 2017 (QEPC) : Plus de 270 membres de la communauté culturelle du Canada au Québec et à travers le pays – dont notamment David Suzuki, Xavier Dolan, Alanis Obomsawin, Atom Egoyan, Erik Canuel, Meg Tilly, Tracey Tekahentakwa Deer et Philippe Falardeau – ont envoyé au gouvernement fédéral une lettre ouverte lui demandant d'uniformiser les règles du jeu pour tous les acteurs de l'industrie, y compris pour tous les géants des médias Web, de plus en plus populaires.

« Nous voulons simplement que Netflix, Amazon et les autres joueurs étrangers jouent selon les mêmes règles que celles imposées aux médias canadiens, » a déclaré Suzuki, un diffuseur emblématique et environnementaliste, « et que ces entreprises ne puissent simplement sortir de l'argent du Canada sans avoir à contribuer à la programmation canadienne. »

Ces artistes et entrepreneurs demandent au premier ministre Justin Trudeau et à la ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly, de traiter équitablement tous les acteurs de l'industrie en réglant Google, Facebook, Netflix, Amazon et d'autres géants des médias multinationaux, de la même manière que sont réglementées les sociétés canadiennes de ce secteur. Les membres de la collectivité culturelle du Canada soutiennent qu'à l'ère numérique, l'avenir de la production d'émissions canadiennes et la souveraineté même du système de radiodiffusion sont à risque.

Il y a à peine quelques jours, la Commission européenne approuvait le plan Français d'imposition d'une taxe sur les services de diffusion en continu et les relais vidéo. Les profits de cette taxe sont destinés aux productions Françaises.

« Si nous cédon le contrôle de notre système de radiodiffusion, que nous reste-t-il? » Quel pays léguons-nous à nos enfants? », a déclaré Kirwan Cox, directeur général du Conseil de production de langue anglaise du Québec (QEPC).

La lettre ouverte souligne entre autres que ces sociétés multinationales « ont créé un secteur non réglementé au sein du système de radiodiffusion ... en consommant les revenus du secteur canadien réglementé et en privant le Canada de milliards de dollars chaque année. »

« Nous devons protéger notre marché afin que nous puissions raconter nos propres histoires, traduisant à la fois les expériences autochtones et canadiennes. » « Sinon, nous verrons le monde à travers le regard américain, » a déclaré Tracey Tekahentakwa Deer, créatrice et réalisatrice de *Mohawk Girls* sur APTN.

Contrairement aux entreprises canadiennes réglementées, ces entreprises étrangères ne répondent pas aux exigences du CRTC quant à l'obligation de fournir toute information relative à leurs activités au Canada. Elles ne paient ni impôts ni taxes. Elles ne versent pas le prélèvement de 5 % de leurs revenus au financement de programmation canadienne. Elles n'ont par ailleurs aucune obligation d'engager un minimum de leurs dépenses de programmation sur du contenu canadien.

Les signataires de la lettre ouverte demandent à ce que ces géants des médias américains soient réglementés et que l'idée de négocier un accord volontaire, aussi prometteur soit-il, soit rejetée.

Les signataires ont de surcroît ajouté « Si nous ne sommes plus en mesure de réglementer le système de radiodiffusion, nous en perdrons la souveraineté. »

Dans l'ombre d'une force géante hollywoodienne, les Canadiens ont développé un système de radiodiffusion de manière à voir nos histoires sur nos écrans. Les diffuseurs étrangers de services Internet produisent des milliards de dollars en revenus canadiens, mais tout en étant à l'extérieur de ce système. Cette façon de faire est insoutenable et injuste.

Les quelque 274 artistes et producteurs joignent plus de 30 organisations de l'industrie, ainsi que le maire de Montréal Denis Coderre et le ministre de la Culture et des Communications du Québec, Luc Fortin, en déclarant publiquement que ces géants des médias obtiennent un traitement de faveur et doivent être réglementés et taxés comme leurs concurrents canadiens.

Pour plus d'information ou réaliser une entrevue :

Camille Chacra

TNKR Media

514.836.5630

Chacra@tnkr.ca

À propos du QEPC

Cette lettre est émise par ses signataires et initiée par le Conseil de la production de langue anglaise du Québec qui représente l'industrie de la production de langue anglaise au Québec. Nos membres comprennent de grands producteurs d'émissions de télévision de langue anglaise, de longs métrages et d'autres médias, ainsi que l'ACTRA-Montréal. Ensemble, nous avons plus de 2 500 membres représentant environ 80 % des gens qui travaillent dans l'industrie de la production de langue anglaise au Québec.